



## La Mondialisation : un gigantesque fiasco !

Démondialiser coûte que coûte !

Par [Richard Le Hir](#)

Thème: [Économie](#), [Transnationales](#)

Mondialisation.ca, 04 décembre 2018

15 janvier 2013

*Il y a un mois, le 3 novembre 2018, le site Vigile annonçait le décès de l'ancien ministre délégué à la Restructuration Richard Le Hir (sous le gouvernement du Parti Québécois 1994-1995) à l'âge de 71 ans. Il est décédé des suites d'un accident vasculaire cérébral (AVC) après plusieurs jours d'hospitalisation. Il était l'un des collaborateurs du site Vigile où il écrivait régulièrement au sujet du Québec. Il écrivait également sur des sujets importants de la géopolitique mondiale.*

*Il nous envoyait ses textes qui analysaient des thèmes clés de la politique internationale, du Canada et du Québec. Notons quelques importants papiers publiés par Mondialisation.ca : [Troisième Guerre Mondiale. C'est pour bientôt](#) (2012), [De l'Iran en 1953 au Mali en 2013, soixante ans de tourmente mondiale](#), [De l'Iran en 1953 au Mali en 2013, soixante ans de tourmente mondiale](#) (2013), [Vive le Québec libre ! L'aboutissement logique de deux siècles d'histoire tumultueuse de part et d'autre de l'Atlantique](#) (2017) et le dernier texte que nous avons republié en septembre 2018, [La France et le Canada au service des Etats-Unis et d'Israël](#) (2012).*

*J'ai eu l'occasion de le rencontrer pour la première fois en septembre 2018 lors du [lancement du livre de Rodrigue Tremblay](#). Il m'avait confié qu'il préparait un article qu'il souhaitait me faire parvenir dans les prochaines semaines. Ce fut un choc d'apprendre la mort de ce grand intellectuel, et en quelque sorte visionnaire dans ces écrits, avec une très grande compréhension de la géopolitique mondiale.*

*Pour lui rendre hommage nous publions de nouveau cet article fort important sur la Mondialisation (mise en ligne le 15 janvier 2013).*

**Micheline Ladouceur** pour Mondialisation.ca

---

« **Nul n'est plus asservi que celui qui s'imagine à tort être libre** » - Goethe

On me demande souvent comment il se fait qu'un ancien dirigeant d'une grande association d'industriels du secteur manufacturier comme moi, qui a milité activement en faveur de la conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) au début des années 1990, soit désormais si critique à l'endroit de la mondialisation, au point même de souhaiter ardemment le démantèlement de certaines structures de gouvernance internationale et la reprise en main par les États de leur économie.

Soulignons tout d'abord que le contexte n'est plus du tout le même. Un certain nombre d'événements majeurs sont survenus depuis cette époque qui ont complètement modifié la donne. Si certains d'entre eux sont des conséquences de la mondialisation qui pouvaient parfaitement être anticipées, ce n'est pas le cas de tous. Mais il n'y a aucun doute que ces derniers se sont trouvés à amplifier au delà de ce qui pouvait être prévu les effets des premiers.

Pour ma part, j'ai commencé à me poser sérieusement des questions sur ce qui était en train de se passer lorsqu'est survenue [la crise du peso mexicain en 1994-1995](#). Mais comme j'étais alors en pleine préparation du référendum en tant que ministre délégué à la Restructuration dans le gouvernement Parizeau, je n'eus pas l'occasion de pousser très loin ma réflexion. J'avais toutefois été très surpris de la vitesse avec laquelle une crise locale s'était propagée à l'ensemble du système international pour devenir pour lui un sujet de préoccupation majeur.

Quelques années plus tard, en 1998, dans la foulée de l'effondrement de l'empire soviétique, la crise économique qui sévissait alors en Russie allait déboucher sur une grave crise financière marquée par [une dévaluation brutale du rouble et un défaut sur la dette russe](#). Mais l'élément le plus surprenant allait être [la faillite du fonds de couverture « Long Term Capital Management »](#), victime de la course aux liquidités qu'avait déclenchée le défaut sur la dette russe.

Les conséquences avaient été si graves que la FED américaine avait été obligée d'intervenir en catastrophe pour obliger les grandes banques de Wall Street à recapitaliser le fonds pour éviter un éclatement du système financier international, faisant apparaître pour la première fois la possibilité qu'un tel éclatement puisse se produire.

J'en étais alors à m'interroger sur la portée de cet événement lorsque je tombai en 1999 sur un livre nouvellement paru du grand financier international George Soros, intitulé « The Crisis of Global Capitalism » (paru en français sous le titre « La crise du capitalisme mondial », dans lequel il anticipait même la fin du capitalisme dans une éventuelle implosion, comme ce fut le cas pour le communisme.

Pour justifier sa conclusion, Soros pointe du doigt l'interaction de plus en plus grande des marchés financiers internationaux et la vitesse avec laquelle les mouvements sur les uns se répercutent sur les autres. Cette observation l'amène à faire une analogie entre le marché mondial et le Titanic qui aurait très bien pu ne pas couler par le fond aussi rapidement s'il avait été muni d'un nombre suffisant de compartiments d'étanchéité pour empêcher l'eau qui envahissait ses cales de déstabiliser son assiette.

Les marchés financiers sont devenus le Titanic des temps modernes. Opérant dans un environnement de plus en plus intégré grâce à l'harmonisation des réglementations dans le sens d'une libéralisation toujours de plus en plus grande, au développement des technologies de communication qui permettent de transférer presque instantanément des milliards d'un bout du monde à l'autre, et à la multiplication des entreprises transnationales, ils forment désormais un grand marché mondial unique dépourvu de tout équivalent à ces compartiments d'étanchéité qui empêchent un navire de sombrer.

En 2008, au moment de la faillite de Lehman Brothers, George Soros y allait d'une autre prophétie en suggérant qu'il y aurait [« beaucoup d'autres mauvaises nouvelles »](#) de ce genre.

Mais aussi juste que puisse paraître une analyse, la formation d'une opinion éclairée exige de rechercher des corroborations, préférablement à partir d'une autre perspective.

C'est ainsi qu'en bouquinant chez un libraire quelque part en 2006, je suis tombé sur un ouvrage de John Ralston Saul (surtout connu au Canada pour le fait d'être l'époux de l'ancienne gouverneure-générale Adrienne Clarkson), intitulé « The collapse of globalism and the reinvention of the world », paru en français sous le titre « Mort de la globalisation ».

Saul est un intellectuel humaniste de très haut calibre. Son approche fondée sur l'analyse historique et la philosophie des idées est totalement différente de celle de Soros, et il aboutit à la même conclusion. Voici la description de son ouvrage telle qu'on la retrouve sur son site :

« Il y a trente ans, la globalisation surgissait, balayant tout sur son passage. Ses apôtres, les néolibéraux, proclamaient que ce mouvement était inéluctable et que, pour leur plus grand bonheur, toutes les sociétés seraient désormais organisées autour d'un seul élément : l'économie. Ils nous demandaient de les croire ; nous les avons crus.

En vérité, **la globalisation n'était pas une fatalité, mais une idéologie, une théorie expérimentale visant à remodeler simultanément les paysages économique, politique et social.** Or, tout montre aujourd'hui que cette idéologie-là est en train de mourir... Dans la lignée des Bâtards de Voltaire, qui provoqua un électrochoc lors de sa sortie, John Saul décrit un monde en transition, où des pays, voire des continents, à la dérive, ont quitté le « navire global » tandis que s'affrontent les économistes, mais où pointent également les idées et les expériences, bonnes ou risquées, qui préparent [la société de demain](#). »

La traduction française du titre rend mal l'original qui parle plutôt d'un effondrement (collapse), donc de quelque chose qui survient progressivement. En anglais, l'emphase est davantage sur le processus que le résultat. Cette distinction est nécessaire car elle nous permet de comprendre que le processus est en cours et qu'il n'est pas encore arrivé à son terme.

Quant à savoir qui étaient les promoteurs et les propagateurs de cette idéologie néolibérale, certains d'entre eux sont bien connus, comme le banquier David Rockefeller, l'un des fondateurs de la Commission Trilatérale et membre du groupe Bilderberg, qui, dans ses « Mémoires » publiées en 2002 va même jusqu'à faire cet aveu extraordinaire :

« Certains croient même que nous faisons partie d'une conspiration secrète mobilisée contre les intérêts supérieurs des États-Unis. Ils vont même jusqu'à nous traiter, ma famille et moi, d'internationalistes qui complotent ensemble en vue de favoriser l'avènement d'un nouvel ordre économique et politique mondial intégré, un gouvernement unique, si vous voulez. À cette accusation, je plaide coupable, et j'en suis fier. »

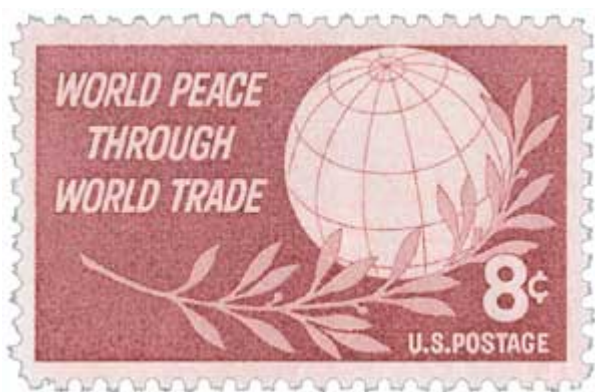
L'influence de David Rockefeller et de ses amis, parmi lesquels on retrouve le Canadien Paul Desmarais, est énorme, comme l'a si bien documenté le journaliste d'enquête Daniel Estulin dans un ouvrage intitulé « La véritable histoire du Groupe Bilderberg ». Je vous invite à en lire le compte-rendu sur le site [Globalresearch.org/Mondialisation.ca](http://Globalresearch.org/Mondialisation.ca), sous le titre « The True Story of the « Bilderberg Group » [and What They May Be Planning Now](#). Vous allez être

sidérés de voir à quel point ils sont parvenus à imposer leur agenda, mais aussi à quel point cet agenda s'est révélé destructeur.

L'agenda de la mondialisation est donc téléguidé depuis le milieu des années 1950 par un groupe de gens très riches qui ont entrepris de conquérir le monde pour satisfaire leur appétit d'enrichissement personnel et leur soif de pouvoir. Ce sont des gloutons, des goinfres, prêts à tout sacrifier, et à sacrifier tout le monde, pour satisfaire leur besoin de richesse et de puissance.

Le choix de cette image de gloutonnerie pour les décrire m'a ramené en mémoire ce film italien culte des années 1970 réalisé par Marco Ferreri, « [La Grande Bouffe](#) », et je comprends aujourd'hui que cette satire féroce sur la décadence des moeurs d'une certaine élite dépravée avait une portée beaucoup plus grande que celle que j'avais pu saisir à l'époque .

En version plus « light », vous pouvez aussi regarder le montage du film réalisé à l'occasion des 80 ans de Jacqueline Desmarais surimposé sur la trame de ce morceau d'anthologie de Pierre Falardeau qu'est « [Le temps des bouffons](#) ». Mais pour être moins caricaturale que dans « La grande bouffe », la goinfrie dont il est fait étalage n'en demeure pas moins aussi repoussante. Au lieu de rire franchement, on rit jaune.



Lorsque j'étais adolescent, je collectionnais les timbres, et il y avait un timbre US que j'appréciais beaucoup. Il tranchait sur les autres par son esthétique et la modernité de son graphisme. Émis en 1959 à l'occasion du 17e congrès de l'International Chamber of Commerce, il célébrait la contribution que le commerce mondial était en mesure de faire à la paix dans le monde avec le slogan suivant « World peace through world trade ». En faisant ma recherche pour cet article, je suis tombé sur cette notice dans un catalogue destiné aux philatélistes :

« The International Chamber of Commerce is the largest business organization in the world, with members from over 130 countries. The 17th Congress met in Washington, D.C. - where this stamp was first issued at the outset of the meetings. The theme of the Congress was "responsibility" - for businesses and governments to use sound, ethical practices, and for nations with each other, to break down barriers to trade. »

Soixante ans plus tard, ce qui se passe dans le monde nous permet de comprendre que les choses ne se sont pas tout à fait passées comme prévu. Partout les signes abondent d'irresponsabilité, de manquements à l'éthique, et de pratiques déloyales quand elles ne sont pas carrément criminelles. En fait, la mondialisation a servi de prétexte à toutes les gabegies, et ce sont les populations et la planète qui en ont fait les frais, avec dans ce dernier cas, des retours de manivelle inattendus. Ainsi, les désordres environnementaux

anticipés surviennent toujours beaucoup plus vite que prévu, avec une intensité toujours plus forte que prévue.

Mais les intérêts en jeu sont tellement énormes qu'ils prennent toujours le dessus sur les réflexes naturels de survie qui devraient pourtant guider notre action en tout temps. Le meilleur exemple est celui de l'industrie du tabac. La nocivité et la toxicité du tabac sont connues, les coûts indirects en vies humaines et en soins de santé sont connus, la responsabilité criminelle des fabricants et de leurs dirigeants est connue, et pourtant on continue de vendre des produits du tabac partout dans le monde.

De nombreux sous-produits du pétrole sont toxiques, et ils sont encore en vente libre. Lorsqu'on finit par en bannir un, c'est toujours après qu'un accident grave soit survenu. Les impératifs du commerce et de l'économie ont toujours priorité sur les vies humaines, au point que l'on taxe de trublions ceux à qui il reste quelques réflexes élémentaires de survie ou un minimum de sens moral et qui ont l'impudence de sonner l'alarme.

Nous sommes confrontés quotidiennement à des situations où des choix ont été faits par des gens d'affaires, nos administrations publiques, ou nos dirigeants politiques, qui nous exposent à des risques de toute nature sans que nous en ayons été dûment informés, au nom du bon fonctionnement de l'économie. Prenez la centrale nucléaire de Gentilly, par exemple. Et avec le temps et le développement du commerce international, nombre de ces décisions se prennent de plus en plus loin de nous, et rendent de plus en plus aléatoire la recherche d'imputabilité et de responsabilité, sans parler du dédommagement en cas d'accident.

Aujourd'hui, tout ce beau système est au bord de l'éclatement, et il est maintenu artificiellement en vie par les décisions irresponsables de non-élus qui n'ont de comptes à rendre à personne. Si les banques centrales n'avaient pas finassé, renié tous leurs principes, violé toutes leurs règles, reporté des échéances pourtant jusqu'alors sacrées, nous serions déjà en train de le reconstruire sur des bases plus saines. Alors il faut se poser la question, pour le compte de qui agissent-elles ?

Comme ce n'est manifestement pas pour le bien commun, certains ont suggéré que ce pouvait être pour les banquiers, surnommés pour l'occasion les « banksters », comme on disait les « gangters » du temps d'Al Capone.

Mais l'explication est bien courte. Il y a, en arrière des banquiers, toute une industrie des services financiers, des compagnies d'assurance, des sociétés de fiducie, des maisons de courtage de valeurs, des gestionnaires de fonds communs de placement ou de fonds de pension, des gestionnaires de patrimoine, des maisons de change, et tous ces gens-là ont les trois mains (il leur en est poussé une de plus en application du principe de l'adaptation de l'espèce !) plongées dans l'assiette au beurre.

Vous comprenez bien qu'ils vont tout faire pour maintenir le système en place le plus longtemps possible. Leur vie en dépend. Leur mode de vie en dépend. Leur survie en dépend. C'est le cas, par exemple, de Power Corporation qui regroupe en son sein de nombreuses entreprises de services financiers. Les mesures d'assouplissement quantitatives adoptées par les banques centrales visent essentiellement à maintenir les Power Corporation de ce monde à flot. À défaut, ont-elles menacé pour obtenir leur « dose », c'est tout le système financier international qui s'effondrerait.

Si ce système avait fait la preuve de son utilité et de sa capacité à contribuer à l'amélioration de notre niveau de vie, on pourrait être tenté de se porter à sa rescousse, mais un système qui se donne les objectifs suivants mérite-t-il d'être sauvé ou doit-il au contraire être dénoncé, combattu et terrassé ?

-\* - Une seule entité gouvernante mondiale régentant un marché unique policé par une armée unique et règlementé par une seule banque centrale utilisant une monnaie unique

- - Une seule identité internationale respectant la même série de valeurs universelles
- - Un contrôle centralisé des populations par le contrôle de l'opinion publique
- - Un « Nouvel ordre mondial » dans lequel il n'y a plus de classes moyennes, seulement des maîtres et des serviteurs, et bien sûr aucune démocratie
- - Une société où il n'y a plus de croissance, seulement davantage de richesse et de pouvoir pour les puissants
- - Une société qui fabrique des crises de toutes pièces et qui vit perpétuellement en état de guerre
- - Un contrôle total sur l'enseignement pour programmer les populations et former certaines personnes pour assumer des tâches bien définies
- - Un contrôle centrale de toutes les politiques étrangères et intérieures pour qu'elles suivent toutes le même modèle
- - L'utilisation de l'ONU comme gouvernement mondial de fait et le prélèvement d'un impôt mondial sur tous les citoyens du monde
- - L'application au monde entier des dispositions de l'ALENA et des règles édictées par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC)
- - La transformation de l'OTAN en armée mondiale
- - L'imposition au monde entier du même système de droit
- - L'imposition au monde entier du même régime de sécurité sociale qui récompenserait les serviteurs obéissants et éliminerait les récalcitrants

(Traduction des objectifs cités dans ["The True Story of the Bilderberg Group" and What They May Be Planning Now](#) )

Les sceptiques parmi vous qui seraient tentés de ne pas reconnaître la véracité de ces objectifs auraient intérêt à consulter d'autres sources pour vérifier s'ils ont été corroborés.

En faisant mes propres vérifications avant la mise en ligne de ce texte, je suis tombé sur un article paru hier matin et repris sur plusieurs sites qui revient sensiblement sur les mêmes points avec des modifications mineures, quelques précisions et des développements contextuels intéressants :

- [HOW TO TAKE OVER THE WORLD](#)
- How banksters have taken over the world and enslaved it's occupants
- The 9 Step Process Bankers Use to Force [Global Slavery Upon Humanity](#)

Ce projet a mené le monde au bord du précipice devant lequel nous nous trouvons actuellement, et ce que nous savons sur les conditions économiques qui vont prévaloir dans les années qui viennent nous laisse très peu d'espoir d'éviter d'y tomber. Ainsi, l'année vient à peine de commencer, mais l'on sait déjà qu'elle sera difficile. L'Europe est en

récession, celle-ci va s'intensifier, le chômage va augmenter, l'insatisfaction populaire aussi, et 2014 ne s'annonce guère mieux. Aux États-Unis, la situation est mauvaise, comme je le soulignais juste avant Noël [ici même sur Vigile](#).

Les causes du ralentissement économique sont connues, et l'on sait maintenant qu'une des conséquences de la financiarisation de l'économie est la réduction de la croissance. En l'espace de 25 ans le profil du PIB des pays industrialisés s'est profondément transformé. Alors que le secteur manufacturier y contribuait pour près de 38 % et le secteur financier pour près de 12 % dans le milieu des années 1980, ces proportions se sont complètement inversées aujourd'hui.

Les pays développés se sont donc désindustrialisés au profit des pays en voie de développement, et c'est ce qui explique la montée en puissance de pays comme la Chine la Russie, le Brésil et l'Inde, pour ne prendre que les plus importants, qui produisent désormais les produits que nous consommons.

Le secteur des services financiers ne crée aucune richesse, il ne fait qu'en favoriser la circulation en prélevant son tribut au passage. Tant qu'il peut encore compter sur le « vieux gagné », il parvient à faire illusion, mais vient un moment où la localisation de la richesse finira par reprendre ses droits, et éventuellement le cœur de l'industrie financière sera lui aussi délocalisé vers les pays qui produisent effectivement la nouvelle richesse, indépendamment de l'expertise que prétendent détenir à ce chapitre les pays qui ont misé sur la financiarisation de l'économie, comme les États-Unis, le Royaume-Uni, et à un moindre degré, la France.

L'endettement profond des pays développés qui s'est singulièrement aggravé avec le sauvetage du système financier international en 2008 les prive de toute marge de manoeuvre en les obligeant à pratiquer une politique d'austérité qui, si elle fait l'affaire des banquiers et consorts, étouffe les populations et multiplie les risques de conflagration sociale.

Écrivant son livre au début des années 2000, John Saul ne pouvait pas savoir que le monde serait touché par une crise aussi sévère que celle de 2008, et c'est ce qui donne d'autant plus de force à son analyse parce qu'elle n'a fait qu'y gagner en pertinence. C'est aussi ce qui rend si intéressante la voie de sortie qu'il entrevoit, soit un retour en force des États-nations qui se réapproprient leur avenir en s'appuyant sur ce qu'il appelle un nationalisme « positif ».

Lorsqu'on voit aujourd'hui la dérive de certains pays comme les États-Unis ou la France, ou des pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande ou l'Italie être pris à la gorge par leurs créanciers à cause de la dictature de la monnaie unique qui les prive de toute possibilité de dévaluer comme pourrait le faire un État disposant d'une monnaie nationale pour empêcher que sa population ne soit poussée au chômage et à la misère et ses entreprises à la faillite, on comprend la nécessité impérieuse de se dégager de l'emprise des idéologues de la mondialisation à tout prix, et de redonner aux États leurs pleins pouvoirs.

La seule question qui se pose désormais est de savoir si nous y parviendrons pacifiquement ou aux termes d'affrontements pénibles et destructeurs, mais il n'y a plus aucun doute sur la direction à prendre.

**Richard Le Hir**

Cet article a été publié initialement sur le site [Vigile.net](http://Vigile.net), le 9 janvier 2013, sous le titre « Démondialiser, et vite ! Ça urge ! »

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Richard Le Hir](#), Mondialisation.ca, 2018

---

Articles Par : [Richard Le Hir](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)